

18/03/2009



Communiqué de presse

Conférence de presse

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

CONFÉRENCE DE PRESSE DE LA REPRÉSENTANTE POUR LES ENFANTS ET LES CONFLITS ARMÉS ET DU SOUS-DIRECTEUR DE L'UNESCO SUR L'ACCÈS À L'ÉDUCATION DANS LES SITUATIONS D'URGENCE

La Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Mme Radhika Coomaraswamy, et le Sous-Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), M. Nicholas Burnett, ont lancé un appel pour que l'éducation fasse partie de l'aide d'urgence dans les situations de conflit ou postconflit.

Au cours d'une conférence de presse donnée, aujourd'hui, au Siège de l'ONU à New York, en marge du débat de l'Assemblée générale sur le thème « L'accès à l'éducation en cas de situation d'urgence, d'après crise et de transition due à des conflits causés par l'homme ou des catastrophes naturelles », Mme Coomaraswamy a précisé que la moitié des 75 millions d'enfants dans le monde qui n'ont pas accès à l'éducation primaire sont concernés par le thème du débat.

L'éducation, a-t-elle plaidé, doit devenir rapidement une priorité des agendas humanitaire et de développement. « L'éducation est une source de stabilité politique », mais également « un vecteur de la réconciliation nationale ». La Représentante spéciale a voulu que l'aide d'urgence aille au-delà de la fourniture de denrées alimentaires ou d'autres produits, pour inclure les services éducatifs, y compris dans les camps de réfugiés, où l'apprentissage confère aux plus jeunes un sentiment « inestimable » de sécurité.

Les écoles, a-t-elle poursuivi, doivent être considérées comme des « zones de paix » mises à l'abri des attaques dont elles sont les cibles dans des pays comme l'Afghanistan, où la situation des fillettes est « dramatique ». « S'attaquer délibérément aux établissements scolaires est une violation du droit humanitaire », a tranché Mme Coomaraswamy, qui a plaidé pour une éducation de qualité et précisé que l'utilisation des écoles à des fins militaires constituait un risque de plus dans les situations d'urgence et d'après crise.

M. Nicholas Burnett a insisté sur le fait que l'école n'est pas seulement un lieu où « l'on apprend à compter et à lire ». C'est à l'école, s'est-il expliqué, que s'inculquent les valeurs du « vivre ensemble » et de l'entente, sur la base desquelles s'appuient les processus de réconciliation.

Selon le représentant de l'UNESCO, le débat interactif de l'Assemblée générale doit être l'occasion de mobiliser davantage les donateurs bilatéraux, car « l'éducation demeure le parent pauvre du développement et de l'action humanitaire ». Quelque 7 milliards de dollars de plus sont nécessaires, chaque année, pour permettre aux dizaines de millions d'enfants affectés par la guerre de poursuivre une scolarité « aussi normale que possible ».

Si l'ONU doit être le catalyseur d'un financement à long terme des programmes éducatifs dans les camps de déplacés, la condition préalable à leur mise en place est la liberté des écoliers, a souligné la Représentante spéciale du Secrétaire général. Elle a ajouté que dans le cadre de tels programmes, les Nations Unies auraient leur mot à dire sur le type d'enseignement dispensé, de préférence un enseignement « laïc ».

La Représentante spéciale a appelé de ses vœux un établissement « transparent et juste » des faits sur les événements survenus il y a peu à Gaza et au Sud-Liban, « où des établissements scolaires ont été bombardés ». Elle a prévenu que les enfants qu'elle avait rencontrés, lors de sa visite dans la région, ne comprendraient pas que justice ne soit pas rendue après des incidents aussi graves.

Mme Coomaraswamy a conclu en notant que les programmes dits « éducation pour la paix », mis en place en Sierra Leone et au Libéria, pourraient servir d'exemple ailleurs dans le monde.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel